

Politique Etrangère

30935 signes (espace compris).

Qu'est-ce que le trumpisme ?

François Vergniolle de Chantal est professeur de civilisation américaine à l'Université de Paris (LARCA – UMR 8225). Il a publié *L'impossible présidence impériale* aux Editions du CNRS en 2016 et son prochain ouvrage est un collectif intitulé *Obama's Fractured Legacy* (Edinburgh University Press, à paraître en 2020). Il a co-dirigé la revue *Politique Américaine* de 2012 à 2019.

Résumé : Cet article tente de cerner les contours du « trumpisme » par le biais des déclarations présidentielles, des rapports de Trump avec le Parti républicain et de sa gouvernance. L'appel à « restaurer la grandeur de l'Amérique » prend la forme d'une présidence plus démagogique qu'autoritaire dont la principale dynamique est une polarisation exacerbée et personnalisée. L'article souligne qu'une telle évolution affaiblit en fait les capacités de gouvernement du président, de sorte que l'héritage politique du trumpisme risque de se résumer aux conditions qui ont permis son accession au pouvoir en 2016 et qui se pérennisent (personnalisation du pouvoir, omniprésence médiatique, dérégulation du financement des campagnes, apathie électorale, entre autres), bien plus qu'aux réalisations de l'administration actuelle.

Face à Trump, la science politique atteint-elle ses limites ? Il est vrai que la « gouvernance du chaos » de l'administration actuelle semble être un défi permanent aux analyses les mieux établies¹. Pourtant, Trump s'inscrit bien dans des évolutions de long terme : il constitue à la fois un aboutissement de tendances bien connues et un facteur d'aggravation. Un milliardaire star médiatique en partie auto-financé est le produit logique de la dérèglementation du financement des campagnes électorales ainsi que de l'omniprésence médiatique. Il constitue un exemple de ce « retour du Prince » caractéristique des deux

¹ Vincent Michelot, « Donald Trump ou la présidence du chaos », *La revue Tocqueville*, vol.39, n°1, 2018. Pour une première analyse, voir aussi le n°31 de la revue *Politique Américaine*, 2018, avec un dossier sur la gouvernance Trump coordonné par Vincent Michelot.

dernières décennies où la personnalisation à outrance se nourrit du « démagisme » ambiant². La campagne de Trump ressortait aussi d'un cadre bien connu. Reposant sur la mobilisation d'une base de fidèles par un *outsider* charismatique dans un contexte de relative apathie électorale, d'hésitation de l'establishment républicain, et surtout de défiance radicale vis-à-vis des partis et des institutions, elle illustre à merveille les thèses de Nelson Polsby dès 1983. La rhétorique trumpienne, quant à elle, s'inscrit dans la droite ligne du « paléoconservatisme » reposant sur un appel voilé au ressentiment racial³. Quant à son programme, il rassemblait, en 2015-16, à la fois un populisme de gauche (défense de *Social Security*, de *Medicare*, protectionnisme) et de droite (immigration, mur à la frontière, *America First*), sans pour autant se donner la peine de rentrer dans des détails programmatiques. Il constituait ainsi un parfait exemple de ce que Donald Stokes désignait comme une campagne de « valence » dans un article de 1963 maintes fois cité, où le candidat cherche à éviter tout engagement précis afin de ne pas donner prise aux arguments de ses adversaires. Tous ces éléments, Trump les a sans conteste aggravés en faisant au passage exploser bien des normes de la démocratie américaine (respect de l'opposition, agressivité, déni, division des pouvoirs, mélange privé et public, népotisme etc.).

Trump n'est donc pas une totale aberration, ce qui condamnerait l'observateur à faire la simple chronique quasi-quotidienne des frasques présidentielles jusqu'à la fin de son mandat. Il représente des tendances de long terme au point de constituer, pour certains, une étape historique dans l'épuisement des régimes démocratiques⁴. C'est sans doute la raison pour laquelle il partage d'ailleurs avec quelques rares figures présidentielles le privilège d'avoir son nom propre transformé en catégorie d'analyse : existe-t-il un « trumpisme » à l'instar du « reaganisme » ou encore du « jacksonisme » ?

1. Une présidence populiste ?

Lors du cycle électoral 2015-16, Trump était un objet idéologique improbable. Les médias rappelaient volontiers ses prises de position antérieures qui ne cadraient pas avec la *doxa* républicaine : favorable au droit à l'avortement et à la réglementation du port d'armes, il

² Vincent Martigny, *Le retour du Prince*, Paris, Flammarion, 2019.

³ Son conseiller lors de la présidentielle et des premiers mois de son administration, Steve Bannon, est le meilleur représentant de cette tradition.

⁴ On verra sur ce point l'ouvrage de Steven Levitsky, Daniel Ziblatt, *How Democracies Die*, 2018, New York, Crown, 2018.

avait été aussi opposé à la guerre en Irak de 2003. Nombreux furent ainsi les conservateurs à ne pas faire de Trump l'un des leurs (*Never-Trumpers*)⁵. En l'absence d'un marqueur clair, les observateurs mettaient volontiers en avant le pur et simple opportunisme du candidat. Longtemps inscrit comme démocrate puis comme indépendant, Trump ne s'était rapproché que récemment du GOP (*Grand Old Party*) et, dès le premier débat avec les autres candidats républicains, il expliquait à une audience sidérée qu'il pouvait encore quitter le parti s'il ne l'emportait pas et poursuivre sa campagne comme indépendant⁶. L'accusation n'a pas disparu une fois Trump élu, bien au contraire. Ainsi Ron Christie, un analyste républicain qui avait travaillé à la Maison Blanche sous G.W. Bush déclarait volontiers à la BBC en 2018 que le trumpisme était « what the president believes on any particular moment on any particular day about any particular subject »⁷.

Le président s'est bien gardé de donner des indications précises sur ses engagements politiques. Il se contente de multiplier les signaux les plus vagues, sans hésiter à prendre des libertés avec la réalité⁸, permettant ainsi des interprétations diverses et en évitant d'être contredit sur des faits précis. Il joue ainsi sur deux registres, en fonction des périodes et des enjeux. Le premier est celui sur lequel il a construit l'essentiel de sa campagne en 2015-16 : sa dynamique d'*outsider* qui rejetait les élites et promettait de « nettoyer le marigot » (*clean the swamp*). Trump se revendiquait comme un « amateur » au sens où il n'avait aucune expérience politique et finançait lui-même une partie de sa campagne⁹. Dès lors, il ne fut pas très surprenant qu'il décide d'installer un portrait d'Andrew Jackson, l'autre *outsider* historique, dans son bureau de la Maison Blanche. Mais si ce positionnement fut sans conteste efficace d'un point de vue électoral, il n'en fut pas de même une fois l'administration en place. Le pivot de la campagne vers la gouvernance fut tout particulièrement délicat étant donné les relations détestables de Trump avec les élites du Parti républicain.

⁵ En janvier 2016, Rich Lowry le rédacteur en chef de la *National Review*, organe historique de la droite américaine, écrivait un éditorial cinglant contre Trump. Voir l'ouvrage de Robert P. Saldin et Steven M. Teles, *Never Trump. The Revolt of the Conservative Elite*, Oxford University Press, 2019.

⁶ Le débat du 7 août 2015 est disponible en ligne : voir 0.35-0.45 du lien <https://www.youtube.com/watch?v=U2zjsh5noOw> (consulté en avril 2020).

⁷ BBC, « What is Trumpism ? », Jon Sopel, 20 janvier 2018 : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-42738881> (consulté en avril 2020).

⁸ Le *Washington Post* a un décompte des mensonges présidentiels qui se monte à plus de 18000 en avril 2020: <https://www.washingtonpost.com/politics/2020/04/14/president-trump-made-18000-false-or-misleading-claims-1170-days/> (consulté en avril 2020).

⁹ Voir sur ce point Party Versus Faction in the Reformed Presidential Nominating System », Marty Cohen, David Karol, Hans Noel, John Zaller, *PS – Political Science & Politics*, vol.49, n°4, Octobre 2016, p.701-798.

Le « trumpisme » a néanmoins pris corps au fur et à mesure des décrets, lois et autres déclarations qui ont émaillé les quatre dernières années. Se dessine ainsi un second registre : un fantasme de la puissance (*Make America Great Again*), c'est-à-dire une forme de nationalisme, volontiers unilatéral, voire isolationniste, sur la scène internationale, clivant et polarisant sur la scène intérieure. Si les contours de cet « américanisme défiguré »¹⁰ demeurent difficiles à appréhender, ce n'est pourtant pas faute de visibilité. En effet, le président Trump a fait des références nationales un principe de sa vision du monde. Lors d'un meeting en octobre 2018, Trump s'est déclaré un « nationaliste » en établissant un contraste entre son engagement et celui d'un « mondialiste » (*globalist*)¹¹. De telles prises de position sont accueillies avec méfiance en Europe de l'Ouest. Le terme « nationaliste » y est en effet connoté négativement et tout exemple de fierté nationale y semble assimilé, au pire, à une forme d'extrémisme ou, au mieux, à une attitude surannée. Aux Etats-Unis, en revanche, l'étiquette « nationaliste » est moins controversée, car elle recoupe plus facilement le patriotisme¹².

Associée au statut d'*outsider*, que nous dit cette pose nationaliste du président sur le « trumpisme » ? Nombreux sont les commentateurs à l'assimiler aux populismes de droite d'Europe de l'Ouest¹³. Or l'histoire du populisme en Europe est fort différente de celle des États-Unis. Sur le Vieux continent, le populisme renvoie en règle générale à des mouvements d'extrême-droite, mais la particularité américaine réside dans le fait que le populisme y est historiquement associé à des mouvements progressistes. A tel point que de nombreux analystes américains aient eu tendance à reléguer les populismes de droite, voire à les comprendre comme des pathologies, une tendance qui est loin d'être disparue quand on considère que Trump a été souvent perçu comme une anomalie de la vie politique américaine, qui n'avait percé que suite à un concours de circonstances.

Le phénomène Trump constitue en fait un parfait exemple de ce que P-A Taguieff définit comme un « populisme-attitude », indépendant des visions ou des traditions plus ou moins structurées, politiquement indéterminé, mais idéalisant le « populaire », une sorte de

¹⁰ Mimi Yang, « Trumpism : a disfigured Americanism », Palgrave Commun, vol.4, n°117, 2018.

¹¹ Un extrait de ce discours est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=sazitj4x6YI> (consulté en avril 2020).

¹² Elle n'en reste pas moins débattue, voire violemment rejetée, notamment quand elle se racialise autour du « nationalisme blanc ». Trump a ainsi été dépeint par Ta-Nehisi Coates comme « The First White President », *The Atlantic*, octobre 2017. Disponible à : <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2017/10/the-first-white-president-ta-nehisi-coates/537909/> (consulté en avril 2020).

¹³ Pour un exemple récent, voir Pippa Norris, Ronald Inglehart, *Cultural Backlash. Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge University Press, 2019.

« faux-pulisme »¹⁴. Cette « attitude » est particulièrement visible dans le rapport de Trump aux idéologies : souvent décrit comme « sans idéologie » (*non-ideological*), Trump puise en réalité dans un répertoire commun, accessible à tous, qui serait en-deçà des idéologies traditionnelles (*sub-ideological*)¹⁵. La politique ne s'offre pas à lui en des termes idéologiques. Sa personnalisation à outrance du pouvoir lui fait envisager les enjeux comme des arguments *ad hominem* – que l'on songe à sa propension à trouver des surnoms pour ses adversaires de *Crooked Hillary* à *Sleepy Joe* – sur un mode plus ou moins intense, voire extrême. Pour l'ex-animateur de *The Apprentice*, la politique se résume en quelque sorte à un jeu où les candidats en lice n'ont qu'un objectif, gagner. Ainsi, tous les coups sont permis. Trump présente la politique sous un jour abordable, comme pourraient les électeurs dépourvus de compétence politique pourraient l'appréhender : c'est-à-dire comme un seul affrontement de personnes où les partis, les doctrines, les héritages intellectuels sont secondaires car opaques et où, finalement, tous les compromis sont possibles et faciles. Ce positionnement est la base du succès de communication dont Trump bénéficie auprès de ses électeurs : il parle naturellement leur langage, ce qui lui permet de projeter une image de proximité qui a parfois été assimilée à un fan-club.

En première approche, le trumpisme semble donc être une variation sur un thème bien connu, celui du leadership charismatique. Il représente un triomphe de l'incarnation en se mettant constamment en scène, en personnalisant les enjeux et les échéances, contribuant ainsi à accentuer la polarisation de la vie politique.

2. Une Présidence polarisée ?

La présidence Trump s'inscrit en effet dans une autre évolution, tout aussi importante pour en comprendre la nature : la spectaculaire polarisation de la vie politique. Le phénomène d'homogénéisation et la radicalisation des partis est ancien et un important débat scientifique

¹⁴ Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième Siècle*, n°56, octobre-décembre 1997, p.4-33. La catégorie « populisme-attitude » est abordée p.15. Le terme de « faux-pulisme » est tiré de Lauric Henneon, « Trump, Sanders et la nouvelle donne populiste aux Etats-Unis », février 2018 : <https://www.sciencespo.fr/ceci/fr/content/dossiersduceci/trump-sanders-et-la-nouvelle-donne-populiste-aux-etats-unis> (consulté en avril 2020).

¹⁵ Jonathan Cahit, « Trump Isn't a Pragmatist. He Doesn't Understand Ideology », *New York Intelligencer*, 3 mai 2017 : <https://nymag.com/intelligencer/2017/05/trump-isnt-a-pragmatist-he-doesnt-understand-ideology.html> (consulté en avril 2020).

lui est consacré depuis ses premières manifestations dans les années quatre-vingt-dix¹⁶. Essentiellement visible au niveau des élus du Congrès, la « polarisation » caractérise maintenant la présidence. Trump contribue en effet puissamment à polariser l'opinion publique. Ses déclarations à l'emporte-pièce, notamment sur les questions de valeur (avortement, armes à feu, race, genre, immigration), tout autant que ses décisions politiques ne laissent personne indifférent, ce qu'illustrent tous les sondages. On chercherait en vain toute forme de rhétorique unificatrice, ou toute volonté, de la part de Trump, d'agir comme l'élu de la nation cherchant à rassembler tous les Américains. Même la crise sanitaire du Coronavirus – qualifié de « virus chinois » - fut l'occasion de dénonciations de toutes sortes, des Démocrates à l'OMS. Trump joue volontiers des divisions et des peurs de la société américaine pour les exacerber grâce à son expression sans filtres sur son compte Twitter (75 millions d'abonnés). Trump consacre donc sa communication à convaincre ses propres soutiens et à les mobiliser. Il assume ainsi une responsabilité publique qui est purement électorale: il s'agit pour lui de répondre d'abord et avant tout aux attentes de sa base. Il ne donne aucun signe d'une volonté de rassembler au-delà de la coalition qui l'a porté au pouvoir en 2016.

Cette tactique présidentielle présente néanmoins une spécificité par rapport au sens habituel du terme « polarisation ». La polarisation trumpienne est en effet personnalisée et émancipée de toute forme d'idéologie structurée qui pourrait guider son action. En ce sens, elle diffère de celle que l'on observe chez les Républicains du Congrès. Pour ces derniers, la polarisation est programmatique : l'unité du *Caucus* républicain permet d'atteindre des objectifs précis, comme la baisse des impôts, la nomination de Juges conservateurs ou le travail de sape contre *Obamacare*. C'est pourquoi ils soutiennent en bloc le président qui leur permet de mettre en œuvre leur agenda. La polarisation présidentielle, elle, est déconnectée de toute visée programmatique cohérente, hormis des principes très généraux comme *Make America Great Again*. Elle illustre en fait cette polarisation « faux-puliste » qui est le nœud du trumpisme et qui repose sur l'identification forte de Trump avec ses électeurs de cœur. Si ces derniers sont comptabilisés dans l'électorat républicain, Trump leur lance un appel personnel, si bien qu'ils sont envisagés, dans la rhétorique (et sans doute dans l'esprit) de Trump, en déconnection avec le parti. On pourrait même arguer que l'électorat trumpien,

¹⁶ Voir Lilliana Mason, *Uncivil Agreement: How Politics Became Our Identity*, Chicago, Chicago University Press, 2018

dépourvu de compétence politique (et ne prenant pas en compte les fondements idéologiques, voire philosophiques, des désaccords), tend à penser que « les politiciens » devraient coopérer pour gouverner et voient dans les affrontements partisans un échec et une illustration des manquements, voire de la médiocrité, des élus. Ainsi, lorsque Trump dénonce les Démocrates comme des partisans acharnés, comme il le fit lors de l'*impeachment*, ses soutiens n'y voient qu'une volonté de leur grand homme de se positionner au-dessus des mesquineries de l'esprit de parti.

Cette tactique est payante et n'a rien d'une aberration. Depuis une dizaine d'années, la science politique américaine se penche sur la « présidence partisane » (*partisan presidency*), bien illustrée déjà dans les années 2000 avec George W. Bush¹⁷. Dans un contexte polarisé, la marge de manœuvre présidentielle est extrêmement limitée. Les présidents ont fort peu d'opportunités de faire bouger les lignes du clivage politique et de créer par là même des coalitions *ad hoc* pour adopter leur programme. Dès lors, la première, et la seule, tactique à adopter pour un président est de mobiliser d'abord et avant tout sa base électorale, sans chercher à attirer des éléments du camp d'en face. Ce fut déjà celle suivie lors de la présidentielle de 2004 par George W. Bush. Trump emprunte donc un chemin déjà bien balisé, mais avec une différence de taille par rapport à son prédécesseur : à l'inverse de Bush, qui incarnait *l'establishment* républicain, il a fait sa campagne de 2016 contre les édiles républicains, ce qui a rendu nécessaire une reprise en main du parti.

Trump pousse la polarisation personnalisée jusqu'à son terme car sa gouvernance elle-même répond à la même préoccupation, ce qui se traduit par une utilisation tous-azimuts des outils du gouvernement administratif en contournant le Congrès. La relative modestie de son bilan législatif lors du 115^e Congrès, républicain, a été rapidement soulignée par les observateurs¹⁸. Quant à ses relations avec le 116^e Congrès depuis janvier 2019, elles sont typiques d'un « gouvernement divisé » : la majorité démocrate à la chambre basse, emmenée par Nancy Pelosi comme *Speaker*, affiche sa détermination à contrer l'administration. La tentative de destitution de l'hiver 2020 constitua l'exemple le plus frappant de la détérioration abyssale des relations entre exécutif républicain et législatif démocrate. Les Démocrates firent du procès une arme politique contre le président, tandis que les Républicains des deux

¹⁷ Le terme a été utilisé par Richard M. Skinner in « George W. Bush and the Partisan Presidency », *Political Science Quarterly*, 123, 2008, p.605-622. Voir aussi Daniel J. Galvin, « Presidential Partisanship Reconsidered: Nixon, Ford, and the Rise of Polarized Politics », *Political Research Quarterly*, 66, 2012.

¹⁸ Entretien avec Andrew Rudalevige (Bowdoin College, Maine) p.45-57 in *Politique Américaine* n°31, 2018.

chambres ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour protéger le président, notamment en refusant de convoquer des témoins-clés comme John Bolton, ancien *National Security Adviser*. Le président fut donc acquitté grâce à la majorité républicaine de la chambre haute qui, en l'espèce, fit preuve d'un esprit partisan sans failles.

Depuis son entrée en fonction, l'administration gouverne donc par décisions administratives, essentiellement des décrets (*executive orders*). En dépit de la fragilité statutaire de cet instrument, le gouvernement administratif permet de répondre rapidement et simplement aux attentes de la base électorale du président, à l'image des décrets retirant les Etats-Unis de différents traités et accords (TPP, COP21) au nom de la défense de la souveraineté nationale, ou encore ceux durcissant les conditions d'immigration pour les personnes issues de certains pays majoritairement musulmans (et aussi de certains pays non musulmans comme le Venezuela ou la Corée du Nord). Incapable de faire abolir *Obamacare*, Trump a tenté de le modifier, là aussi par le biais de ses pouvoirs administratifs. L'administration a ainsi décidé d'imposer par la voie réglementaire des conditions aux bénéficiaires de l'extension de *Medicaid*, notamment en termes de travail obligatoire (*Community Engagement*). Un autre exemple récent est celui de la déclaration d'urgence nationale suite au refus de la majorité démocrate à la chambre basse de financer la construction du mur. Après avoir cédé sur le budget, Trump a déclaré une urgence nationale afin de lui permettre de réaffecter des dépenses engagées pour d'autres programmes à la construction du mur.

En ce sens, Trump n'est pas très différent de ses prédécesseurs qui, tous, ont utilisé les pouvoirs administratifs de l'institution présidentielle lorsque les circonstances politiques ne leur étaient pas favorables. Mais la gouvernance Trump montre aussi comment, sous son impulsion, la polarisation partisane se personnalise. Il est ainsi le premier président à agir exclusivement en « président minoritaire ». Certes, tous les présidents, sont, d'un certain point de vue, des leaders minoritaires – c'est-à-dire qu'ils se préoccupent avant tout de leur soutien partisan et non pas de séduire le centre modéré, plus important. Mais Trump pousse cette tactique plus loin que ses prédécesseurs : l'appartenance partisane, qui semble se « tribaliser » en prenant une forme électoraliste des plus simples, l'emporte sur les principes constitutionnels. Cet abandon du « patriotisme » institutionnel, cher à Madison, au profit d'un tribalisme partisan, est sans nul doute la caractéristique la plus évidente de la présidence Trump.

3. Une présidence renforcée ?

Cette polarisation personnalisée se traduit-elle par un renforcement de la présidence ? Le trumpisme est-il une reformulation de la « présidence impériale », dénoncée en son temps par Arthur Schlesinger ?

Il ne fait aucun doute que la polarisation, qu'elle soit partisane ou personnalisée impose des coûts très importants – voire insupportables – au système politique. Le consensus scientifique sur ce point est clair : l'esprit de faction défigure le cadre constitutionnel légué par les Pères Fondateurs. La polarisation partisane renforce ainsi les dysfonctionnements du Congrès, de sorte que le président multiplie alors les décrets, ce qui, d'un point de vue normatif, peut être lu comme étant ni plus ni moins qu'un travail de sape vis-à-vis de l'Etat de droit lui-même : ces décrets peuvent en effet changer le sens de la loi sans passer par un nouveau vote au Congrès. Par ailleurs, la polarisation atténue les possibilités de contrôle du Législatif en cas d'alignement partisan, tout particulièrement à la chambre basse. Ainsi, plusieurs pouvoirs du Congrès requièrent une majorité extraordinaire pour être mis en œuvre¹⁹. Autrement dit, le Congrès conserve une capacité d'action contraignante sur le président uniquement s'il dépasse les clivages partisans pour rassembler une majorité extraordinaire. Or, il s'agit bien entendu d'un cas de figure exceptionnel dans le contexte actuel. La discipline partisane peut ainsi s'avérer profondément toxique pour l'équilibre institutionnel dans la mesure où elle rend plus difficile le contrôle législatif sur l'Exécutif. Elle permet *de facto* (si ce n'est *de jure*) une délégation de compétences du Congrès à la Présidence, ce qui nourrit la présidentialisation des institutions politiques nationales.

Mais la polarisation a une autre conséquence qu'illustre aussi la présidence Trump et qui va à contre-courant des dénonciations du présidentialisme trumpien. Si les instincts de Donald Trump laissent peu de place au doute quant à ses sympathies autoritaires²⁰, les

¹⁹ Ainsi du *National Emergency Act* (1976), de la *War Powers Resolution* (1973) ou du *Congressional Budget and Impoundment Act* de 1974. C'est aussi le cas du requis des 2/3 pour annuler un décret présidentiel ou encore du vote des 3/5° nécessaire pour invoquer une « cloture » contre une flibuste au Sénat.

²⁰ Ses instincts autoritaires ont été maintes fois soulignés. Lire par exemple « The First Days of the Trump Regime », Adam Serwer, *The Atlantic*, 19 février 2020. Disponible à : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/02/trump-regime/606682/> (consulté en avril 2020). On peut voir une illustration institutionnelle de ces penchants dans son choix en faveur de juges fédéraux favorables à une analyse extensive des pouvoirs du président. On peut lire sur ce point Rebecca Ruiz, Robert Gebeloff, Steve Eder, Ben Protess, « A Conservative Agenda Unleashed on Federal Courts », *New York Times*, 14 mars 2020 : <https://www.nytimes.com/2020/03/14/us/trump-appeals-court-judges.html> (consulté en avril 2020). Sa nomination réussie de deux Juges à la Cour suprême est un des plus grands succès du président. La Cour a ainsi

dénonciations des dérives autocratiques de son administration se trompent de cible car elles critiquent des décisions présidentielles sans voir qu'elles sont largement un aveu de faiblesse. Dans les faits, la polarisation sape en effet les bases du pouvoir plébiscitaire présidentiel dès que l'occupant du bureau ovale en adopte la logique.

Le principal danger pour l'institution présidentielle polarisée est son isolement. Capable de mener une politique autonome grâce à la multiplicité des outils administratifs dont il dispose, le président peut ainsi fragiliser de façon préventive la multiplicité des contrepouvoirs qui s'exercent sur lui, au moins pour un temps. L'avantage politique de court terme est bien souvent décisif, mais il a son prix : les multiples vetos disséminés dans le système politique américain sont en effet tout autant des points d'accès pour des acteurs sociaux et politiques, ce qui permet d'assurer une délibération inclusive et de qualité. Pour l'Exécutif, ces vetos fonctionnent comme des capteurs qui leur permettent de comprendre les aspirations de l'ensemble des citoyens. S'affranchir de ces contraintes, revient, pour le président, à se placer dans une situation risquée où l'abus de pouvoir (*overreach*) est toujours possible. Tous les présidents qui ont recours à la tactique administrative sont ainsi menacés d'une possible réaction (*backlash*) institutionnelle, partisane, ou, tout simplement, sociale : l'*impeachment* de l'hiver 2020, la fermeture partielle de l'Etat fédéral en 2019, l'enquête du Procureur Indépendant Robert Mueller (2017-19) à l'issue de la présidentielle de 2016, la mobilisation anti-Trump chez les Démocrates, autant d'exemples qui confirment les périls de l'enfermement institutionnel contenu dans la gouvernance administrative. Dans le cas de Trump, ce risque a aussi été renforcé par la façon dont il s'est entouré de fidèles loyalistes dès la deuxième année de son mandat. Entouré de favoris, le président se trouve ainsi en permanence confirmé dans ses instincts par des loyalistes qui n'ont aucun intérêt à le détromper.

Mais il est surtout paradoxal de constater le décalage entre une Présidence dotée de puissants moyens administratifs et bureaucratiques, d'une part, et la difficulté à faire adopter un quelconque programme législatif, d'autre part. La présidence « moderne », celle née dans les années trente avec Franklin Roosevelt, a été classiquement analysée par Theodore Lowi dans un ouvrage de 1986 dans lequel il expliquait comment l'institution présidentielle était devenue plébiscitaire depuis le *New Deal* : le président, jouant de sa popularité auprès de

soutenu le président en juillet 2019 (*Trump v. Sierra Club*) lorsqu'elle l'a autorisé à financer la construction du mur le long de la frontière avec le Mexique en puisant dans les crédits dévolus au Pentagone et sans repasser par un vote du Congrès au titre de l'état d'urgence.

l'opinion publique et faisant un recours massif aux médias, cherche à imposer son programme au Congrès, en constituant le plus souvent des majorités *ad hoc*²¹.

Or, ce modèle montre ses limites, au moins depuis le début des années 2000 et ce en dépit de la reconstruction de l'institution présidentielle sous la présidence Bush²². Pour reprendre le titre d'un ouvrage classique traitant de la Cour suprême, il semble que la présidence contemporaine suscite des attentes qui sont largement supérieures à ses capacités d'action, créant ainsi de « vains espoirs »²³. Cette évolution est directement liée à la polarisation grandissante de la vie politique, qui, en éliminant les modérés au sein du Congrès, a entravé la marge de manœuvre législative du président. C'est dans ce contexte que s'inscrit la présidence Trump, celui d'une institution « épuisée », comme l'a analysé Stephen Skowronek²⁴ car le modèle réformateur et plébiscitaire créé avec Franklin Roosevelt ne tient plus ses promesses dans le cadre de la polarisation contemporaine. Si la présidence d'Obama illustre les limites du pouvoir présidentiel dans un contexte partisan polarisé, celle de Trump montre ce qui se passe quand la présidence elle-même se polarise: elle n'est plus dès lors que l'ombre de la présidence héritée du *New Deal*. La capacité plébiscitaire du locataire de la Maison-Blanche paraît dorénavant se limiter à la mobilisation d'une base électorale étroite par le biais des réseaux sociaux et à la multiplication des *fiats* administratifs.

Conclusion

Il n'est certes pas possible d'être définitif sur la nature d'un trumpisme dont l'histoire reste à écrire. Néanmoins, quelques lignes de force sont d'ores et déjà apparentes quatre ans après l'élection de 2016. Le trumpisme n'est pas une simple coquille vide. Il s'inscrit au contraire dans des évolutions profondes de la vie politique américaine, dont il constitue un symptôme évident, en même temps qu'il les accélère. Il est ainsi probable que la dégradation des normes publiques (personnalisation à outrance), ainsi que les principaux éléments de son agenda (immigration, isolationnisme), se pérennisent car ils correspondent à des évolutions profondes de l'électorat républicain ou de la vie politique en général (défiance citoyenne).

²¹ Theodore J. Lowi, *The Personal President. Power Invested. Promise Unfulfilled*, Ithaca, Cornell University Press, 1986. Pour compléments, on lira *Presidential Government* de Benjamin Ginsburg, New Haven, Yale University Press, 2016.

²² Andrew Rudalevige, *The New Imperial Presidency*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2007.

²³ Gerald Rosenberg, *The Hollow Hope*, Chicago University Press, 2nd éd. 2008.

²⁴ Stephen Skowronek, « Twentieth-Century Remedies », *Boston Law Review*, vol.94, 2014, p.795-805.

Le trumpisme se décline par ailleurs selon des thématiques qui font de Trump plus un démagogue qu'un potentat autoritaire. Il n'est pas porteur d'une quelconque idéologie alternative aux différentes familles du conservatisme auxquelles il emprunte, ponctuellement et en fonction des enjeux, telle ou telle caractéristique. De ce point de vue, le trumpisme serait d'abord et avant tout un style, un « populisme-attitude » qui cherche à s'affranchir des intermédiaires pour cultiver une immédiateté de la responsabilité politique. Mais le trumpisme comme solution miracle aux complexités de la vie politique américaine comporte en lui-même sa propre faille en ce qu'il sape les capacités d'action présidentielles, réduites à des oukases qui pourront être effacés dès l'entrée en fonction d'une nouvelle administration. Si le trumpisme est bien une démagogie davantage qu'un autoritarisme, alors son legs sur les politiques publiques risque d'être limité à la durée du bail de l'actuel occupant de la Maison Blanche. En revanche, il est à gager qu'il imprimera une marque profonde sur les normes et les pratiques de la démocratie américaine.